

BILAN DE L'ACTION CLIMAT NON-ÉTATIQUE

2019

4 CAHIERS

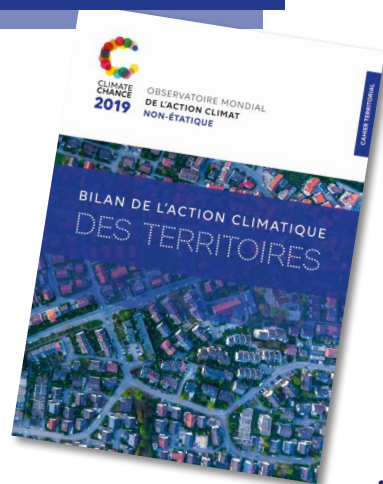
pour mieux appréhender les enjeux
et les stratégies non-étatiques de lutte contre le changement climatique

CAHIER SECTORIEL



Bilan de l'action climat couvrant 6 secteurs d'émissions majeurs, accompagné de cas d'étude sectoriels publiés régulièrement sur le site.

CAHIER TERRITOIRES



Une synthèse des progrès réalisés par les collectivités en 2019, 13 cas d'étude de villes et régions, et un «Tour du Monde» en 80 initiatives climat-ODD.

CAHIER ADAPTATION



Bilan des actions d'adaptation en 4 volets : concepts -territoires - secteurs - finance. Réalisé en partenariat avec le Comité 21.

CAHIER FINANCES



Bilan 2019 de l'action climat du secteur financier. Réalisé en partenariat avec Finance for tomorrow.



OBSERVATOIRE MONDIAL
DE L'ACTION CLIMAT
NON-ÉTATIQUE

Bilan 2019 de l'action climat non-étatique

Observatoire Climate Chance

Résumé exécutif

Sommaire

Edito du président de Climate Chance	p.3
Le Bilan 2019 de l'action climat non-étatique, c'est	p.5
Cahier Sectoriel – Bilan de l'action climat dans les 6 principaux secteurs d'émissions de gaz à effet de serre	p.6
Tendances mondiales et contexte 2019	
Grands enseignements du Cahier Sectoriel	
Cahier Territoires – Bilan des actions des collectivités territoriales	p.16
Tendances mondiales et contexte 2019	
Grands enseignements du "Cahier Territoire"	
Cahier Adaptation – Bilan des actions d'adaptation	p.21
Tendances mondiales et contexte 2019	
Grands enseignements du "Cahier Adaptation"	
Cahier Finance – Bilan de l'action climat des acteurs de la finance	p.25
Grands enseignements du "Cahier Finance"	

Edito du président de Climate Chance

Le deuxième bilan annuel de l'Observatoire mondial de l'action climat non-étatique répond aux mêmes objectifs que la précédente édition en 2018 : **montrer la réalité des actions menées pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, comprendre les dynamiques d'acteurs et les politiques publiques nationales qui amènent à ses résultats.**

Le Bilan 2019 de l'action climat non-étatique cherche à analyser, à l'échelle mondiale, les évolutions des émissions par grands secteurs thématiques, à suivre attentivement l'évolution des stratégies développées par les collectivités locales et leurs réseaux et à tenter de repérer l'impact concret des mobilisations des ONG et des citoyens. Il propose un panorama unique de la réalité des actions engagées, le seul de cette importance totalement disponible en français et en anglais.

Notre motivation est de **nourrir l'action**, de **montrer que des résultats significatifs peuvent être obtenus**, notamment quand une synergie opère entre les acteurs non étatiques et des politiques nationales, que nous ne sommes pas condamnés à la résignation face à l'augmentation constante des émissions de gaz à effet de serre, un « climato-fatalisme » finalement bien plus redoutable que le « climato-scepticisme ».

Nous n'en sommes pas moins lucides, et **ce rapport ne présente pas un monde qui n'existe pas, qui serait celui d'une mobilisation générale pour stabiliser le climat.** Ce bilan 2019 est publié alors que les dernières données disponibles indiquent une hausse encore forte des émissions mondiales de CO₂. Les causes en sont parfaitement connues : la volonté des habitants de la planète de disposer d'un mode de vie, que d'aucuns qualifient encore « d'occidental », qui rassemble dans les mêmes appétences de mobilité, de confort domestique, d'alimentation carnée, de lecture d'écrans..., toutes les classes moyennes urbaines de la planète qu'elle vivent à Paris, New York, Shanghai, Rio ou Nairobi.

C'est dans ce monde-là, face à cette demande-là, qu'il faut forger des solutions : la mutation de la production électrique vers les énergies renouvelables, la mobilité collective et douce dans le cadre d'aménagements territoriaux maîtrisés, l'alimentation locale, la préservation du couvert forestier de la planète... **les solutions existent. Elles sont de mieux en mieux maîtrisées et documentées, mais elles restent encore bien trop peu mises en œuvre, face aux résistances des intérêts économiques de court terme, à la faiblesse des financements dédiés, aux contradictions des populations**, de plus en plus conscientes des enjeux liés au dérèglement climatique mais achetant frénétiquement des SUV, dont l'Agence Internationale de l'Énergie considère qu'elles annihilent une bonne part des progrès réalisés par ailleurs.

Ce bilan de l'action climat n'invente rien, il s'appuie sur les données récentes, les rapports d'analyse publiés à travers le monde et en propose une synthèse, en se concentrant sur ce qui a été réellement fait. La tradition de la prise d'engagements, que l'on qualifie parfois « d'effet selfie » est très présente dans le monde du climat, et génère même ses propres rapports d'agrégation et de synthèse des promesses. Sans négliger ces moments

collectifs d'engagement, nécessaires aux dynamiques de mobilisation, le bilan annuel de l'Observatoire Climate Chance se concentre sur ce qui est vraiment réalisé et si possible quantifié en termes d'impacts. C'est parfois moins enthousiasmant que d'inventer les scénarios de la neutralité carbone à horizon 2050, mais c'est aussi le gage de leur crédibilité. **Si nous ne mesurons et ne montrons pas les progrès réalisés, même à des échelles insuffisantes par rapport aux enjeux, nous n'entraînerons pas le plus grand nombre dans l'action, les citoyens, les entreprises, les collectivités qui ont besoin d'y croire. Nous devons les convaincre que faire sa part du boulot et assumer ainsi sa part de responsabilité collective s'inscrit dans un scénario quantitativement crédible de stabilisation des émissions de gaz à effet de serre.**

Pour ce faire, nous avons aussi besoin de données et d'analyse. Or, ces données et analyses restent encore trop fragmentaires. Sur l'action des collectivités territoriales par exemple, nous n'avons pas pu, cette année, nous appuyer sur de réels rapports d'agrégation quantitative d'émissions de GES. Les « success-story climatiques » de grandes villes sont précieuses mais ne suffisent pas à montrer le rôle significatif de l'action locale dans l'atteinte des objectifs globaux. De même, le cahier « Finance », qui présentait en 2018 pour la première fois un tour d'horizon très complet de la mobilisation nouvelle et nécessaire de ce secteur clé, n'a pu être nourri de suffisamment de rapports nouveaux et d'exercices d'agrégation. Il demeure néanmoins une synthèse unique des initiatives prises en 2019 dans ce domaine, avec des signaux décevants sur la stagnation de la montée en puissance des financements.

Au vu des conséquences climatiques et catastrophes diverses avec une augmentation de seulement 1,1 degré des températures depuis l'ère préindustrielle, notre monde va être confronté à de redoutables enjeux d'adaptation, tout particulièrement dans les pays moins développés et de fait, les plus vulnérables. Des actions d'adaptation sont engagées à travers le monde et nous avons décidé cette année de les analyser, synthèse complexe car elles sont encore plus difficiles à quantifier que les réductions d'émissions de gaz à effet de serre. Nous l'avons fait en collaboration avec le Comité 21, que je remercie de sa mobilisation, en cherchant notamment à analyser ces actions à l'aune des objectifs de développement durable (ODD), l'autre grand agenda international, un ensemble d'objectifs et d'exigences pour le développement humain que nous ne pouvons jamais perdre de vue quand nous évoquons les actions climatiques.

Nous destinons ce Bilan 2019 à tous ceux qui veulent mieux comprendre les enjeux climatiques et encore plus à tous ceux qui sont engagés ou veulent s'engager dans l'action. S'il ne peut aujourd'hui nourrir leur optimisme, il leur présente suffisamment d'exemples d'actions concrètes, souvent remarquables dans l'idée et l'impact, pour continuer à nourrir leur détermination.

Ronan Dantec, Sénateur, Président de l'association Climate Chance

Le Bilan 2019 de l'action climat non-étatique, c'est

Une synthèse donnant à voir la diversité des actions climat pour une lecture qualitative et quantitative de l'évolution des émissions

Publié quelques jours avant la COP25, ce bilan 2019 synthétise plus de 1000 sources (littérature scientifique et grise, actualité, éléments communiqués par les acteurs etc.) et dresse un panorama de la diversité des acteurs et des actions menées contre le changement climatique cette année, foisonnant d'exemples de solutions mises en oeuvre, et offrant une lecture quantitative et qualitative de l'évolution des émissions mondiales de gaz à effet de serre et des actions d'adaptation.

Une boîte à outils pour décideurs et acteurs du climat largement diffusée

Le bilan annuel de l'Observatoire est un document dense, qui doit être exploité comme une source d'exemples et d'analyse de l'efficacité des actions menées dans l'année, dans tous les secteurs et à tous les échelons de gouvernance.

Très largement diffusé aux réseaux d'acteurs non-étatiques mais aussi aux décideurs gouvernementaux et internationaux, il vise à informer sur la multiplicité des actions engagées dans le monde entier. Il ambitionne d'**aider les États comme les acteurs non-étatiques à dépasser la simple formulation d'engagements et d'objectifs et à accélérer la mise en œuvre** en inspirant les décideurs nationaux et locaux, publics et privés, et en favorisant l'essaimage des projets.

Ce bilan annuel s'inscrit dans la mission de mise en valeur et de diffusion de l'action climat non-étatique réalisée par Climate Chance, à travers son portail d'information en anglais et français ([Cartographie de l'action](#), [Bibliothèque du climat](#), [cas d'étude sectoriels](#)) pour doter les acteurs du climat d'outils à même de renforcer leurs actions.

Un travail collaboratif de grande ampleur

La coopération multi-acteurs étant au cœur de la dynamique Climate Chance, plus de 20 organisations françaises, européennes, internationales, et experts indépendants ont contribué à ce rapport pour fournir, rédiger ou relayer l'information.

Deux organisations ont collaboré de façon plus étroite à l'élaboration du bilan 2019 : [Finance For Tomorrow](#) sur le cahier "Finance" et le [Comité 21](#) sur le cahier "Adaptation".

Dates de publication et de présentations au public

- Publication officielle : 28 novembre 2019, dans le cadre de la « Paris for Tomorrow week »
- Restitution et débat autour du contenu du Bilan 2019 : 28 novembre 2019, 10h - 17h, CNAM (Amphithéâtre Abbé Grégoire, 292 rue Saint-Martin, 75003 Paris)
- Conférence de presse à la COP25 à Madrid : 11 Décembre, 14h30
- Side-event de présentation à la COP25 : 12 Décembre, de 10h00 à 11h30, Pavillon de la France

Une approche par cahiers pour mieux appréhender les enjeux et les stratégies non-étatiques d'atténuation ou d'adaptation



Cahier Sectoriel – Bilan de l'action climat dans les 6 principaux secteurs d'émissions de gaz à effet de serre

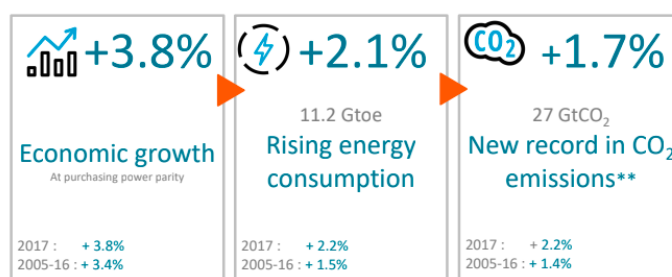
Tendances mondiales et contexte 2019

Après notre premier Bilan de l'action non-étatique en 2018, synthèse des grandes tendances d'action et des initiatives menées par les acteurs non-étatiques depuis l'adoption de l'accord de Paris en décembre 2015, cette deuxième édition cherche à évaluer, à partir des données disponibles, les difficultés et progrès réalisés depuis, en identifiant les moteurs des trajectoires d'émissions de gaz à effet de serre (GES) et les signaux les plus encourageants. Ce "Cahier Sectoriel" 2019 s'attache aux évolutions survenues dans les principaux secteurs émetteurs de GES, de la production d'énergie aux déchets en passant par le bâtiment, les transports, l'industrie et l'usage des sols.

Des émissions qui continuent d'augmenter

Cette analyse de l'action des acteurs non-étatiques s'inscrit dans le cadre d'une progression continue des émissions de GES, qui ont connu une hausse de 1,7 % en 2018 au sein des pays du G20, contre 2,2 % en 2017 (Enerdata 2019 – Figure 1). Cette poursuite de la hausse, après plusieurs années de stagnation, montre que le monde ne parvient pas à découpler croissance du PIB et des émissions. En 2018, comme le révèle Enerdata, c'est bel et bien une croissance économique soutenue au sein du G20 (+3,8 % en moyenne) essentiellement portée par les pays hors OCDE, qui explique la poursuite de cette la tendance.

Figure 1: Chiffres clés climat-énergie du G20 en 2018. Source: Enerdata, Global Energy Trends 2019



* G20 countries account for 80% of global energy consumption
 ** Energy-related CO₂ emissions from energy combustion (> 80% of CO₂ emissions)

Si des progrès sont observés dans la plupart des secteurs, notamment en matière d'efficacité pour l'usage de l'énergie dans les transports ou le bâtiment, leur effet est systématiquement compensé, voire annulé, par la croissance de la population et la demande en énergie des classes moyennes émergentes accédant à des modes de vie à la lourde empreinte carbone.

MtCO2	2015	2016	2017	2018	Variation 2015-2018
G20	30118,5183	29950,6533	30385,113	30893,5882	2,6%
Argentina	201,6008	202,0471	196,3659	193,4334	-4,1%
Australia	409,6533	423,971	423,5875	427,8005	4,4%
Belgium	110,9841	109,5163	108,8281	110,1653	-0,7%
Brazil	521,8266	481,3963	490,5235	463,4401	-11,2%
Canada	628,3793	616,4979	613,9583	622,3531	-1,0%
China	11029,1624	11032,5768	11228,048	11522,7633	4,5%
France	338,4186	337,1804	341,7709	328,978	-2,8%
Germany	795,1003	799,0262	n.a.	n.a.	
India	2268,8873	2291,1702	2411,3838	2511,7137	10,7%
Italy	356,8434	353,7822	349,1947	346,7473	-2,8%
Japan	1231,8102	1222,1986	1205,7341	1178,7374	-4,3%
Mexico	475,424	478,7246	478,1192	470,2729	-1,1%
Russia	1836,7345	1809,9151	1931,4605	2006,4048	9,2%
Saudi Arabia	577,7807	573,3661	578,8289	553,2072	-4,3%
South Africa	430,4121	436,1328	433,2059	440,7758	2,4%
South Korea	692,3866	709,3655	n.a.	n.a.	
Turkey	374,9792	398,5889	433,0105	442,4108	18,0%
United Kingdom	422,9749	398,3288	n.a.	n.a.	
United States	5242,3552	5138,5619	5072,6829	5212,5859	-0,6%
Indonesia	526,9565	524,0286	n.a.	n.a.	
European Union	3578,7179	3563,0488	3573,0972	3503,1762	-2,1%

Des tendances difficiles à inverser dans tous les secteurs

Globalement, les émissions mondiales de GES (+1,7 % au sein du G20) ont augmenté moins vite que la demande en énergie (+2,1 %), grâce à la décarbonation du mix énergétique, qui reste pourtant trop lente. Les énergies fossiles y pèsent encore 80 %.

La production électrique est responsable des deux-tiers des émissions du secteur de la production d'énergie, le charbon étant le premier en cause en [Chine](#) et en Inde. La production d'électricité d'origine fossile, notamment de charbon (deux-cinquièmes de la production mais trois quarts de ses émissions), a progressé en 2018, représentant l'essentiel de la croissance des émissions du secteur électrique en 2018. Aux [Etats-Unis](#) où le gaz de schiste se substitue toujours plus au charbon, ce sont des conditions météorologiques extrêmes qui expliquent la hausse. La consommation de gaz y a en effet bondi de 10 %, tandis qu'en dépit des promesses de Trump sur le « Beautiful Clean Coal », la part du charbon, de moins en moins compétitif, passait de 28 % en 2018 à 25 % en 2019, et devrait selon la US Energy Information Administration baisser encore à 22 % en 2020. A eux trois, ces pays sont responsables de 85 % de la hausse, alors que d'autres ont connu une baisse de leurs émissions liées à la production d'énergie, notamment l'[Allemagne](#), le Japon, le Mexique, la France ou le [Royaume-Uni](#) (AIE, 2019), ce dernier pays faisant l'objet d'un cas d'étude dans notre Bilan 2019. L'impact des émissions de l'électricité chinoise, qui avait fait l'objet d'un [cas d'étude](#) dans notre Bilan 2018 reste considérable et leur trajectoire annihile les efforts du reste du monde : au cours des six premiers mois de 2019, le monde (hors Chine) a vu sa capacité de production d'électricité à partir de charbon diminuer de 8,1 gigawatts (GW), mais sur la même

période, la Chine a accru ses propres capacités de près de 35 GW (Global Energy Monitor, 2019).

Bien que des Etats (à l'instar de l'Argentine ou de l'Union européenne) aient modifié leur fiscalité de façon à réduire le soutien public aux énergies fossiles, celles-ci ont bénéficié de subventions record en 2019, essentiellement en Chine, en Iran, en Russie et au Mexique. Quant au Royaume-Uni, qui s'est engagé à sortir du charbon d'ici à 2025, avec de véritables résultats, il a dans le même temps multiplié par 11 en un an ses aides à l'exportation de projets d'énergie fossile. Ainsi, les projections révélées par l'AIE le 20 novembre 2019 à partir des projets d'investissements déjà prévus montrent pour les prochaines années un appétit pour le gaz, le pétrole et même le charbon, totalement incompatible avec le respect de l'accord de Paris. Les États prévoient pour 2030 des productions de charbon, de pétrole de gaz de 17 %, 10 % et 5 % plus élevées que ce qu'impliquerait le respect des contributions déterminées nationalement dans le cadre de l'accord de Paris.

Les autres grands secteurs ne montrent pas plus de signes d'éclaircie. Les analyses que nous développons dans ce Bilan 2019, notamment sur des secteurs non explorés en 2018 comme le bâtiment et les déchets, s'inscrivent dans les mêmes tendances générales. L'appétence mondiale pour un même mode de développement entraîne l'augmentation quasi mécanique des émissions, avec évidemment un rôle important des pouvoirs politiques en place, qui influencent fortement les comportements des différents acteurs. Il arrive même que des décisions prises pour de tout autre motif aient des impacts indirects significatifs, voire structurants, sur les émissions d'un secteur. Ainsi, la décision des pays asiatiques, Chine en tête, de fermer leurs frontières aux déchets occidentaux, a contraint les villes européennes et étasuniennes à adapter leurs propres capacités de traitement, et les pays asiatiques à renforcer leur pratique du tri afin d'alimenter leurs équipements. Elle est même à l'origine d'un amendement de la « Convention de Bâle sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination » le traité international destiné à réduire la circulation des déchets dangereux entre les pays. Les déchets plastiques étant désormais classés parmi les déchets dangereux, cela permet aux pays en développement d'obtenir des informations sur ceux qui entrent sur leur territoire et de les refuser. Nous y revenons dans la fiche "Déchets", un secteur étudié pour la première fois, même s'il fait partie des domaines où il est souvent difficile de quantifier en tonnes CO₂ les évolutions présentées.

Dans le bâtiment (28 % des émissions - [IEA](#), 2018), l'explosion des mètres carrés construits mais aussi la multiplication des usages, en premier lieu de la climatisation, ruine les progrès accomplis sur l'efficacité des enveloppes. A titre d'exemple, le nombre de climatiseurs en service, qui a déjà crû de 40 % depuis 2010 dont 15 % en 2018, pourrait passer de 1,6 milliard aujourd'hui à 5,6 en 2050. Dans ce contexte, les exigences européennes ou japonaises en matière d'efficacité énergétique, qui rendent leurs équipements 25 % plus sobres que ceux des Etats-Unis, ne suffisent évidemment pas à renverser la tendance.

Dans les transports (24 % des émissions - [IEA](#), 2018), la performance des véhicules et la pénétration de l'électrification et des biocarburants sont annihilés par la progression du commerce international et du trafic maritime, l'explosion du trafic aérien (qui devrait encore doubler d'ici à 2037) ou encore la vogue des SUV (sport utility vehicles). Ces hybrides entre monospaces et 4x4 sont si gourmands en carburant qu'ils inquiètent jusqu'à l'Agence internationale de l'énergie. En effet, ils ont été la deuxième source d'augmentation des émissions de CO₂ dans le monde entre 2010 et 2018 devant l'industrie lourde, les poids lourds, l'aviation et même le transport maritime, et leur essor annule les progrès d'allègement et de rendement des moteurs. Nous y revenons dans la fiche "Transport" 2019. Nous y soulignons, en lien avec les cas d'étude de ces deux pays, le rôle du gouvernement allemand, qui, sous la pression de son industrie automobile, est parvenu à l'automne 2018 à freiner les ambitions européennes en matière de normes de pollutions appliquées aux véhicules neufs, et à l'inverse, le volontarisme de la Norvège, où le développement

d'une politique concertée entre tous les acteurs a permis une pénétration record de la mobilité électrique.

Les ravages de la déforestation (10 % des GES mondiaux), se sont poursuivis en 2018 avec 12 millions d'hectares perdus. D'après Global Forest Watch, la République Démocratique du Congo, le Brésil et l'Indonésie figurent parmi les pays ayant perdu le plus de forêt primaire en 2018, même si ce dernier pays a fortement réduit son niveau de déforestation depuis deux ans, avec une certaine efficacité des lois de protection des forêts humides. Les forêts ghanéennes sont sous la pression des agriculteurs, notamment de la filière cacao. Au Brésil, le taux de déforestation s'est accru de 60 % entre 2017 et 2018. Les discours et décisions du président Bolsonaro en matière de lois de protection de la forêt ont été incontestablement perçus comme une incitation par les bûcherons et agriculteurs, grandes entreprises comme petits paysans, qui pratiquent le brûlis. Ainsi, selon l'institut national de recherche spatiale (INPE), on enregistre une augmentation de 278 % de la déforestation en Amazonie entre juillet 2018 et juillet 2019. A l'inverse, certaines décisions nationales influencent favorablement l'évolution des émissions.

La production renouvelable progresse sans se substituer à la production fossile

Portées par une baisse continue de leurs coûts de production (de 75 % depuis 2010 pour le photovoltaïque, 20 % pour l'éolien terrestre et 50 % pour les systèmes de stockage d'électricité par batterie), les **énergies renouvelables** poursuivent leur développement soutenu. Avec 13 % de capacités installées supplémentaires, elles ont produit 27 % de l'électricité mondiale, derrière le charbon mais devant le gaz et le nucléaire. Selon l'AIE, la puissance renouvelable installée devrait augmenter de 50 % entre 2019 et 2024 et le solaire, presque partout plus compétitif que le charbon, devenir la première source d'électricité avant 2040. L'avenir du climat mondial continue en grande partie à se jouer dans cette course poursuite entre fossiles et énergies renouvelables, ces dernières n'ayant pas en 2018 rattrapé leur retard mais renforcé leurs positions. Le rôle des grands acteurs financiers, publics et privés, que nous examinons dans notre "Cahier Finance" 2019, va être crucial quant à l'issue de cette compétition. En 2019, State Development and Investment Corp., le fonds souverain chinois, et la banque suisse UBS (IEEFA, 2019) notamment ont annoncé la fin de leurs investissements dans les centrales à charbon. Face à cette situation, les acteurs historiques organisent la décroissance de la production conventionnelle en séparant leurs activités en croissance (renouvelables, services etc.) des actifs fossiles. Cette transition s'achève pour l'entreprise allemande RWE qui s'est débarrassée de nombreux actifs fossiles pour devenir le 3e producteur renouvelable d'Europe.

L'action des différents acteurs non-étatiques, des investissements économiques des entreprises aux choix de vie quotidienne de chacun, est fortement conditionnée par les cadres réglementaires nationaux et ce bilan s'intéresse donc aussi à l'évolution des législations. Sur ce point, notre bilan ne manque pas de signaux encourageants. Le développement des productions électriques renouvelables s'appuie par exemple de plus en plus sur des systèmes d'enchères de la part des grands distributeurs, ce qui est un signe clair de la compétitivité économique de ces productions : elles ont été organisées par 48 pays en 2018 (contre 29 en 2017), dont, pour la première fois, le Bénin et le [Kenya](#), dont nous avons déjà souligné l'engagement dans notre rapport de 2018.

La [Chine](#) impose depuis peu des quotas solaires et éoliens dans la consommation d'électricité, et les [États-Unis](#) ont rétabli en 2018 un crédit d'impôt de 30 % pour l'installation de systèmes éoliens domestiques. De nouveaux modèles économiques favorisent la décentralisation de la production, notre rapport en détaille un certain nombre, sans bien sûr prétendre à l'exhaustivité, en rappelant dans notre "Cahier Territoires", l'importance des législations portées par les gouvernements locaux, notamment les états fédérés. En Inde, la "location de toit" - utilisée pour 10 % des installations solaires en toiture - permet aux propriétaires de mettre leur toiture à disposition de

développeurs qui lui vendront l'électricité produite à un tarif inférieur à celui de l'électricité publique. Avec la facturation nette (adoptée à l'échelle nationale par l'Indonésie en 2018, mais aussi par 38 états étasuniens), un petit producteur également consommateur peut déduire de sa facture d'électricité la production excédentaire qu'il injecte sur le réseau. La possibilité pour des particuliers, organismes publics, petites entreprises ou agriculteurs de produire leur propre énergie se développe. L'Allemagne est pionnière en la matière, mais les Pays-Bas comptent près de 500 coopératives citoyennes de production d'électricité, dont 85 créées en 2018.

Des initiatives sectorielles multipartites

A côté des grands secteurs, où se croisent en permanence les stratégies et décisions gouvernementales et les dynamiques des acteurs non-étatiques, des secteurs spécifiques élaborent des feuilles de route internationales visant à réduire leurs émissions et à organiser cette évolution dans le temps, suivis de près par les Etats. C'est le cas notamment des secteurs du transport maritime et du transport aérien, tous deux absents de l'accord de Paris, et dont les émissions sont difficilement imputables à tel ou tel pays.

Ainsi, l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) a adopté en 2016 un programme de compensation baptisé CORSIA (Carbon Offsetting and Reduction Scheme for International Aviation), qui doit lui permettre d'atteindre la neutralité carbone en 2020 grâce à la compensation, et de réduire ses émissions de moitié en 2050 par rapport à 2005. Un objectif qui semble d'ailleurs bien ambitieux au regard de l'évolution du trafic. Beaucoup de compagnies en 2019 voient l'intensité carbone de leurs opérations s'améliorer (Turkish Airlines, Lufthansa, JetBlue etc.) ce qui est loin de compenser la hausse de la demande. Il en résulte une croissance de 32 % des émissions mondiales de CO₂ du secteur aérien au cours des cinq dernières années, qui atteignent 900 millions de tonnes CO₂ en 2018 (ICCT, 2019).

Dans le transport maritime, les 173 États membres de l'Organisation maritime internationale (OMI) se sont accordés en avril 2018 pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre de 50 % d'ici à 2050, par rapport au niveau de 2008. Si la trajectoire actuelle montre que cet objectif n'est pas en passe d'être atteint, certaines compagnies enregistrent des progrès, à l'image de Maersk qui a réduit ses émissions de 41 % depuis 2008. En Norvège, la contestation de la société civile et la législation de plus en plus stricte sur les émissions de GES et de polluants atmosphériques des navires incitent les entreprises du secteur à convertir rapidement leurs navires à l'hydrogène et à l'électricité ([voir cas d'étude 2019](#)).

Le cas du ciment, à l'origine d'environ 6 % des émissions de GES, est intéressant, et nous le mentionnons pour la première fois. Les cimentiers ont en effet lancé plusieurs initiatives. Créée en 1999 sous l'égide du *World Business Council for Sustainable Development*, la *Cement Sustainability Initiative* a été reprise en 2019 par la *Global Cement and Concrete Association*, une association de 38 entreprises créée début 2018 et représentant environ un tiers de la production mondiale, qui a publié en octobre 2019 des recommandations pour la comptabilisation des émissions (GCCA, 2019). A ce jour, le seul progrès enregistré est une baisse de 1 % de l'intensité carbone de la production mondiale entre 2014 et 2018, un taux qui doit encore doubler pour atteindre les objectifs de l'accord de Paris.

Citoyens : mobilisation, judiciarisation, et changements de comportements

2019 a été une année de fortes mobilisations sur le front climatique. Devant la recrudescence d'événements extrêmes, la publication de rapports soulignant les impacts du changement climatique sur des sujets aussi divers que la santé, la sécurité alimentaire, les flux migratoires, et les projections alarmistes de nombreux scientifiques au cours des derniers mois, les marches pour le climat, grèves scolaires et autres contestations de projets précis se sont multipliées. Les citoyens, notamment la jeunesse, en première ligne au travers de mouvements tels que Youth for Climate ou Extinction Rebellion, se révoltent contre le retard dans la lutte contre le changement climatique dont elles jugent les Etats responsables. Greta Thunberg est incontestablement l'acteur non-étatique de l'année.

Les mobilisations citoyennes se traduisent aussi par la judiciarisation des affaires climatiques : une tendance que nous soulignons déjà l'an dernier, notamment étayée par le PNUE¹ en 2017, et qui s'est renforcée cette année. Les contentieux opposent des citoyens aux Etats sur leur incapacité à respecter leurs engagements politiques et légaux en matière de réduction des émissions ou d'adaptation ; on note aussi des procès entre des villes et des Etats, des contentieux menés par des villes contre la Commission européenne ou contre des entreprises de secteurs particulièrement montrés du doigt (tels que les pétroliers).

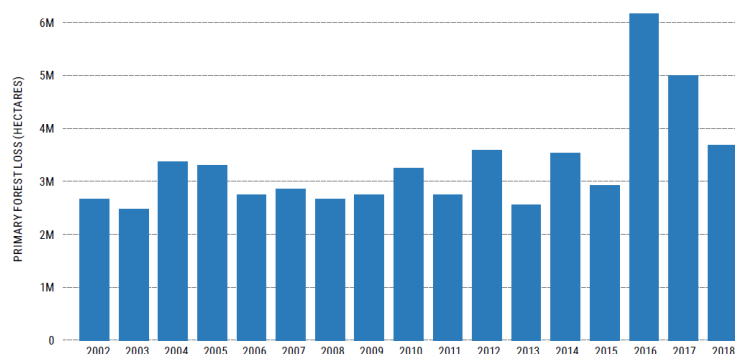
En 2018, plus de 1 000 contentieux étaient recensés dans 25 pays, dont plus de 600 aux États-Unis. Des agriculteurs allemands se sont opposés au tribunal administratif de Berlin, sur le fondement du non-respect des objectifs de 2020, du partage de l'effort européen (Effort Sharing Decision) et de l'accord de Paris. En novembre 2018, le collectif québécois Enjeu a déposé devant la Cour supérieure une demande de reconnaissance de l'atteinte du gouvernement fédéral à plusieurs droits protégés par la Charte canadienne des droits et libertés (droit à la vie, droit à la sûreté de la personne, droit de vivre dans un environnement sain et respectueux de la biodiversité, droit à l'égalité).

Mais la question est aussi d'analyser l'impact de ces décisions de justice. En décembre 2018, le tribunal de l'Union européenne a donné raison aux villes de Paris, Bruxelles et Madrid en relevant que la Commission ne pouvait assouplir les limites d'émissions d'oxydes d'azote et déroger à la norme Euro 6 en relevant le plafond prévu et en permettant aux voitures diesel de dépasser le niveau maximal d'émissions d'oxydes d'azote autorisé. Nous avons dans notre Bilan 2018, souligné la décision de justice historique de la cour suprême de Colombie, qui avait déclaré la forêt amazonienne "sujet de droit" et imposé à l'État colombien de mettre en œuvre des mesures concrètes pour sa protection, ordonnant notamment la création d'un "Pacte Intergénérationnel pour la Vie de l'Amazonie Colombienne" (Pacto Intergeneracional por la Vida del Amazonas Colombiano-PIVAC).

Un an après, la déforestation de l'Amazonie colombienne restant hors de contrôle et les mesures ordonnées par la décision de justice n'ayant pas été mises en œuvre (El Espectador, 2019), la Colombie a signé en septembre dernier, avec six autres États riverains de l'Amazonie, le "Pacte de Leticia" par lequel ils s'engagent à des mesures effectives pour sa protection (Mongabay, 2019).

FIGURE 2

CHIFFRES CLÉS CLIMAT-ÉNERGIE DU G20 EN 2018 - Source: Enerdata, Global Energy Trends 201



¹ Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), 2017, The Status of Climate change litigation : a global review

La décision qui avait été prise en 2015 dans l'affaire emblématique ayant opposé l'ONG Urgenda à l'État néerlandais, faisant injonction aux autorités de réduire d'au moins 25 % leurs émissions à l'horizon de 2020 (malgré l'objectif européen de 20 %), a été confirmée en octobre 2018. Les autorités néerlandaises ont annoncé se pourvoir en cassation, tout en précisant que cette procédure en cassation n'avait "aucune conséquence sur l'engagement du gouvernement de réduire les émissions de CO2 de 25 % d'ici 2020."

D'autres mobilisations des ONG et des habitants des territoires ont aussi porté leurs fruits, avec l'abandon de plusieurs projets dans le secteur du charbon, dont le projet de mine de charbon de Mong Kok en Birmanie (Myanmar Times, 2019), la centrale de Celukan Bawang en Indonésie (Chinadialogue, 2019) ou encore la centrale de Merrimack aux Etats-Unis (ABC, 2019).

Mais au-delà de ces contestations, les citoyens font évoluer leurs propres comportements : les "lundi sans viande" nés en 2003 aux États-Unis se multiplient dans les cantines des écoles, campus, hôpitaux, etc. et sont aujourd'hui mis en œuvre dans 40 pays. En matière de transports, c'est en Suède qu'est né le Flygskam (littéralement, « honte de prendre l'avion »), accompagné de la mode du « staycation » (rester dans sa ville pour les vacances). Plus près de chez nous, le recul de 4,7 % des transports automobiles individuels en Ile-de-France depuis 2010 est un signe marquant. A l'échelle mondiale, la première baisse des ventes de voitures neuves jamais enregistrée, tout comme la forte progression des VLEU (Véhicule Léger Électrique Unipersonnel) dans les villes du monde entier, sont également à inscrire au tableau des signaux faibles encourageants.

Neutralité carbone : la bonne boussole ?

Le concept de neutralité carbone, tout juste évoqué dans l'accord de Paris, a intégré depuis de nombreuses législations. C'est notamment le cas en France, où la loi énergie-climat votée en novembre 2019 vise cet objectif pour 2050. À l'échelle européenne, les 28 ne sont pas encore parvenus à s'entendre sur cet objectif, mais il est déjà largement partagé par de nombreux acteurs non étatiques, notamment des collectivités (Bristol, Paris, Copenhague etc.) et des acteurs du secteur privé. À l'occasion du Sommet Action Climat de New York de septembre 2019, plus de 100 villes se sont jointes à 77 pays et 93 entreprises en s'engageant à la neutralité carbone à l'horizon 2050, c'est-à-dire à un solde nul entre les émissions et les absorptions de GES.

L'affichage est ambitieux et peut apparaître comme une vraie volonté de réponse à la hauteur des enjeux face au risque climatique. Mais cet objectif de neutralité carbone à l'horizon 2050 laisse aussi la porte ouverte à la tentation de reporter à plus tard les décisions réelles sur la réduction brute des émissions au profit d'un simple narratif sur un horizon radieux... Le Bilan de l'Observatoire Climate Chance a justement vocation à analyser la réalité des actions engagées dès aujourd'hui, car dans une course contre la montre tout retard se rattrape difficilement.

Grands enseignements du Cahier Sectoriel



Production d'électricité – Les mutations du secteur doivent encore porter leurs fruits

En 2018, la baisse de l'intensité carbone du mix électrique mondial a été plus que compensée par la croissance de la demande entraînant une hausse de 2,5 % des émissions. Le secteur électrique a émis 13 milliards de tonnes équivalent CO₂, dépassant son précédent record établi en 2013.

Les politiques énergétiques restent globalement contradictoires, avec d'un côté une hausse marquée des subventions aux énergies fossiles, et de l'autre des mécanismes de soutien aux énergies renouvelables qui tentent de s'adapter à la baisse rapide des coûts.

De nombreuses entreprises historiques font face à de grandes difficultés et tentent de se restructurer, souvent en se détachant des activités fossiles. En parallèle, l'évolution rapide des technologies et des modèles économiques favorise l'apparition de nouveaux entrants.

La participation des collectivités se traduit souvent par un contrôle plus direct sur la production d'électricité et la demande (remunicipalisation via les entreprises publiques ou régies), ce qui leur donne des moyens d'action directs dont ne disposent pas les Etats. A la fin de l'année 2018, au moins 100 villes étaient alimentées en électricité à plus de 70 % par des énergies renouvelables.

Les citoyens, les organismes publics, les petites entreprises ou les agriculteurs tendent ainsi à devenir les concurrents des producteurs historiques : l'association en coopérative de production et le cofinancement par l'épargne locale permettent de faciliter le développement des renouvelables et leur changement d'échelle. Un cadre juridique et un modèle économique demeurent un facteur décisif de ces nouveaux modes de production.



Transport – Deux pas en avant, un pas en arrière

En 2018, les émissions mondiales de transport augmentent de 1,2 %, plus faible hausse depuis 2011. Moteur de la demande et des émissions mondiales du transport, l'Asie a augmenté ses émissions de 3,4 % entre 2017 et 2018. Les ventes mondiales de véhicules baissent d'un modeste 0,6 % en 2018, une première depuis

10 ans. On observe un élan croissant d'interdiction du diesel et des véhicules très émissifs (Bristol, Londres), le maintien de ces restrictions malgré les alternances politiques (Madrid) ou la limite de l'expansion urbaine pour réduire la demande en transport motorisé. Le succès des mobilités partagées marque un tournant pour le transport de passagers en ville.

Les gains d'efficacité énergétique des voitures neuves ont été ralentis par le rapide déclin des ventes de diesel et la demande de plus grosses voitures (SUV). Les politiques de soutien aux biocarburants restent stables, mais l'électricité devient le "carburant" de choix dans le secteur des transports. Le Japon investit également beaucoup dans l'hydrogène.

Le réseau mondial ferroviaire a connu en 2018 sa plus large expansion sur 20 ans (+0,9 %). En charge de 8 % de la demande totale de transport (tonne et passager-kilomètre), le rail n'émet que 3 % des émissions totales du secteur. L'électrification des lignes atteint des sommets en Asie et en Russie, particulièrement pour le transport de passagers. Mais l'expansion du réseau ferroviaire et le report modal de la route et de l'air vers le train restent limités. Demande, consommation de carburant et émissions de l'aviation ont vite augmenté dans toutes les régions du monde entre 2017 et 2018.

Les émissions de GES ont augmenté de 32 % sur 5 ans, loin des objectifs de croissance neutre en carbone dès 2020 (CORSIA). Quelques "signaux faibles" émergent : compagnies aériennes de plus en plus sobres en carbone ; une demande de vols en baisse en Suède ; des objectifs des objectifs d'usage des biocarburants en Norvège.

Après un pic en 2008, les émissions du fret maritime international sont reparties à la hausse en 2018, à cause de la croissance du commerce international et des capacités de transport maritime. Cependant, les règles plus strictes à venir sur la pollution de l'air et les émissions de carbone requerront d'importants virages technologiques et de nouveaux instruments de gouvernance dans l'industrie maritime. Quelques grands ports du monde appliquent

déjà à leur entrée des taxes différenciées sur la base de critères environnementaux.



Bâtiment – Orchestrer les acteurs du bâtiment pour accélérer la baisse des émissions

Les bâtiments contribuent à quasiment 39 % des émissions globales de gaz à effet de serre (GES) et à 36 % de la consommation énergétique globale finale en 2017 (GRS, 2018). Alors que leurs émissions diminuent depuis 2016 grâce à la décarbonation du secteur énergétique, les émissions GES directes issues des zones résidentielles et du secteur tertiaire ont augmenté respectivement de 4 et 3 % entre 2017 et 2018 (Enerdata).

La consommation énergétique continue d'augmenter (5 % entre 2010 et 2017) due notamment à la demande en électricité (appareils et refroidissement des locaux). Les améliorations en termes d'enveloppes des bâtiments et de performances des systèmes ne suffisent pour compenser la croissance démographique (9 %) et celle de la surface utile (17 %) (Global Status Report, 2018).

Du côté des politiques nationales, seuls 69 pays disposent d'un code d'énergie des bâtiments, qui ne couvre pas toujours le secteur entier, et 85 pays disposent de programmes de certification des bâtiments. La plupart d'entre eux s'appuient sur le volontariat mais dépendent de plus en plus de politiques réglementaires.

Les gouvernements locaux, les entreprises et les acteurs de la recherche répondent à la fragmentation du secteur du bâtiment par la collaboration (consortium, etc.) et des systèmes de partage des services ou des informations (plateformes Web, outils, certifications).

De nombreuses villes fournissent des services de coordination et établissent un service public complet pour la performance des bâtiments. Elles donnent souvent des conseils pour la création de guichets uniques, dont plusieurs exemples se trouvent en Europe, tandis que d'autres sont établis par des organisations d'entreprises comme en Nouvelle-Zélande et au Danemark.

Le World Green Building Council, un réseau de comités relatifs aux bâtiments écologiques, s'étend sur près de 70 pays et gère plus de 50 outils d'évaluation. Il collabore avec des gouvernements locaux et soutient des programmes régionaux comme le « Build Upon » en Europe ou le « Sustainable Recovery, Regeneration and Reconstruction » au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Des initiatives telles que l'EP100 ou le Clean Energy Ministerial (CEM) donnent un aperçu des efforts des entreprises pour réduire les émissions de leurs bâtiments.



Industrie – Dans l'attente de ruptures technologiques

Les données manquent souvent pour évaluer les émissions de sous-secteurs industriels, les estimations divergent sensiblement en fonction des hypothèses et des périmètres retenus. La production de ciment demeure la 3^{ème} source de CO₂ avec la combustion d'énergie fossile et l'usage des sols (de 1,5 à 2,2 GtCO₂ en 2017), et la chimie l'industrie la plus consommatrice de produits pétroliers (1,25 GtCO₂ en 2017).

Des gains d'émissions à court-terme peuvent être obtenus par la diffusion de bonnes pratiques ou de technologies plus efficaces, mais l'atteinte des objectifs de long-terme implique généralement des ruptures technologiques encore très incertaines et non-matures. Peu d'actions semblent découler d'un diagnostic toutefois bien établi.

Dans les cimenteries, l'intensité carbone s'améliore mais les émissions liées à la décarbonation du calcaire, soit environ 60 % des émissions du secteur, ne pourront être réduites que par la capture du carbone ou la baisse de la consommation de clinker. Or l'industrie investit moins en recherche et développement que les autres industries (6 % par an).

La croissance de la demande de produits chimiques, plastiques notamment, entraîne une hausse des émissions du secteur. La priorité des industriels semble cependant porter sur les émissions indirectes, au stade de l'utilisation et de la fin de vie de leurs produits, où les actions sont pour le moment davantage mises en œuvre par les utilisateurs finaux et les autorités.



Déchets – Un secteur porté par les actions locales sous tensions internationales

Les déchets solides urbains (les seuls mesurés de manière fiable) représenteraient 5 % des émissions globales, générées pour l'essentiel par de mauvaises techniques de gestion : la décomposition dans les décharges à ciel ouvert, le brûlage à l'air libre... Seuls 19 % des quelque 2 milliards de déchets produits dans le monde chaque année sont recyclés.

Prises de court par les barrages des gouvernements sud-asiatiques à l'importation de déchets étrangers, les villes nord-américaines et européennes ajustent en catastrophe leurs capacités de traitement. Tandis qu'en Chine, la perte des déchets importés pousse l'État et les grandes villes à diffuser une culture du tri pour alimenter avec les déchets locaux des usines de traitement désormais sous-exploitées. Sous pression, la communauté internationale a amendé la Convention de Bâle de 1989, reclassant les plastiques parmi les « déchets dangereux ».

En sanctionnant Apple et Samsung pour obsolescence programmée en octobre 2018, l'autorité italienne de la concurrence a apporté un appui juridique aux appels à une responsabilité élargie des producteurs des secteurs numériques. Bien qu'encore peu opérationnels, les engagements volontaires des GAFA qui ont suivi, mais aussi des initiatives dans le secteur des e-cigarettes, sont autant de signaux faibles d'une avancée vers une économie électronique plus circulaire. Dans l'alimentaire, la lutte contre le gaspillage devient un marché florissant pour de nouvelles plateformes (TooGoodToGo, Phenix...).

En Europe, les mouvements « zéro-déchets » transforment les modes de vie domestiques et prennent parfois des formes militantes (PlasticAttack). En Russie, des mobilisations locales inédites protestent contre les réformes opaques des circuits de traitement défectueux. En Amérique Latine et en Afrique, « chiffonniers » et récupérateurs des rues se rassemblent de façon plus formelle en coopératives.



Usage des sols – La pression sur les forêts ne fléchit pas, la mobilisation des acteurs s'intensifie

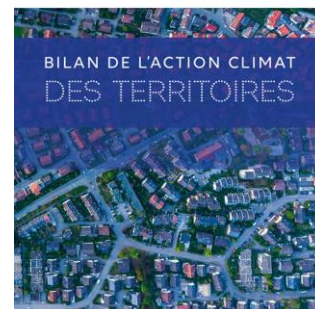
12 millions ha de forêts tropicales ont disparu en 2018, en baisse par rapport aux années record 2017 et 2016 marquées par des incendies inédits (Global Forest Watch). Les signataires de la Déclaration de New York ne seront pourtant pas en mesure d'atteindre leur objectif 2020 de réduction de moitié du rythme de la déforestation. Si le défi de Bonn, qui vise à restaurer 150 millions ha de terres dégradées, suscite aussi de nombreux engagements de gouvernements et d'entreprises, moins d'1/5e d'entre eux seulement se concrétisent sur le terrain.

Le rapport spécial du GIEC sur l'usage des sols a marqué l'actualité scientifique du secteur de l'année 2019, et établit de grands marqueurs : alors que les $\frac{3}{4}$ des surfaces émergées sont exploitées par les Hommes, les sols absorbent actuellement 29 % des émissions anthropiques de CO₂, grâce notamment aux forêts, tourbières et mangroves, dont la destruction génère ainsi 10 à 15 % des émissions de CO₂/an.

L'intensification des feux de forêts observés cette année au Brésil, en Bolivie, en République Démocratique du Congo ou encore en Californie, continue d'alerter l'opinion publique. Après avoir réduit les coupes à leur plus bas niveau depuis 2003, l'efficacité des mesures prises par l'Indonésie contre la déforestation est mise à mal par les feux importants subis en 2019.

Plus d'un projet de compensation carbone volontaire sur quatre porte sur l'usage des sols. Cependant les plantations en monoculture, l'afforestation et la faible attention pour la biodiversité interrogent leur efficacité. Aucune des 350 plus grandes entreprises mondiales ne sera d'ailleurs en mesure d'atteindre l'objectif d'élimination de la déforestation des chaînes de production en 2020 auquel 57 % d'entre elles se sont engagées (Forest 500). La labellisation et le suivi des projets sont donc indispensables pour éviter les "malforestations" contre lesquelles des ONG et citoyens se battent, comme en Chine ou en Irlande.

Cahier Territoires – Bilan des actions des collectivités territoriales



Tendances mondiales et contexte 2019

Les collectivités territoriales ont fait preuve en 2019 d'une contribution technique et politique croissante aux efforts mondiaux de lutte contre le changement climatique. Plus de 1 180 gouvernements

locaux, représentant 290 millions d'habitants, ont reconnu, intégré ou déclaré "l'urgence climatique" à travers une résolution formelle ([CEDEMIA](#), 2019), comprenant 467 villes québécoise, et des villes majeures comme Sydney, Dublin, Paris, Milan, Prague etc. Les villes allemandes ont adressé une lettre ouverte à la chancelière Angela Merkel pour demander le soutien de l'Etat pour mener à bien les actions qu'implique l'urgence climatique ([ICLEI](#) 2019). De plus, 16% du PIB mondial est couvert par des objectifs zéro-émissions, fixés par les Etats, les régions ou les villes (Energy and Climate Intelligence Unit - [ECIU](#)). En Europe, les maires de 2010 villes, représentant 62 millions de citoyens, ont publié une lettre ouverte appelant le Conseil européen à formuler une nouvelle stratégie climat de long terme intégrant l'objectif zéro-émission d'ici 2050 (ce que n'ont pas réussi à adopter les représentants européens en juin) et la fin des subventions aux énergies fossiles ([CitiesToday](#), 2019).

Le nombre croissant de recherches et d'études portant sur les enjeux villes et climat, ainsi que la multiplication des mouvements populaires, contribuent à intégrer les problèmes climatiques au sein des communautés locales et de la vie politique locale. D'ici 2050, il est très probable que 77 % des villes connaissent des régimes de température et de précipitations associés aux régions équatoriales, et 22 % être confronté à des conditions encore inédites sur Terre ([Bastin, F et al.](#), 2019). Ainsi, le climat de Madrid pourrait ressembler à celui de Marrakech aujourd'hui, Stockholm à celui de Budapest, etc. Malgré le leadership politique des villes du Nord, les impacts socio-économiques de ces changements seront bien plus extrêmes pour une large part de la population des pays du Sud ([GIEC](#), 2018). Parallèlement, les populations expriment leurs préoccupations et exercent une pression croissante sur les gouvernements nationaux et locaux pour agir, allant de simples manifestations à la désobéissance civile. Les mouvements populaires, tels que Fridays for Future (mouvement de grève dans les écoles) ou des mouvements plus vastes, tels que Sunrise Movement ou Extinction Rebellion, comptent désormais des groupes sur tous les continents, faisant du changement climatique l'un des principaux axes des campagnes électorales.

Le leadership des gouvernements locaux est motivé par le recoupement de plus en plus évident entre les agendas climat (atténuation et adaptation) et développement en zones urbaines. Plusieurs données illustrent l'importance d'une planification urbaine à l'échelle humaine: 70% de la population mondiale vivrait dans des zones urbaines d'ici 2050 ([Banque mondiale](#), 2019); les villes représentent 70 % des émissions de CO2 ([C40](#)); 90% de la population mondiale respire un air pollué (OMS, 2018); et 1 milliard de personnes vivent dans des bidonvilles (ONU-Habitat), etc.

Les trajectoires de trois grandes tendances doivent s'infléchir de manière significative dans les zones urbaines pour atteindre les objectifs de l'accord de Paris, les Objectifs de Développement Durable et du Nouvel Agenda Urbain (fig. .1): contenir l'étalement urbain, garantir des logements décents aux habitants des taudis et réduire les émissions de carbone à zéro net.

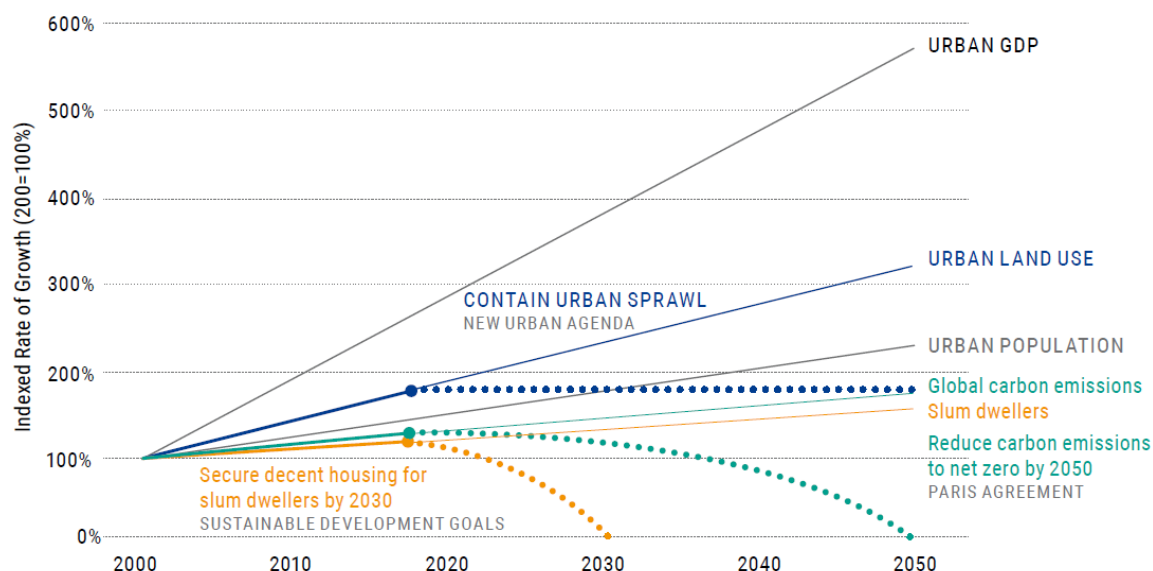


Figure 1: Trajectoire nécessaire d'ici 2050 des 3 dimensions globales du développement des villes. (Sources: Angel Hsu et al., 2011; Oxford Economics, 2015; UN DESA, 2014; UN Habitat, 2016; World Bank, 2017. Tiré de : WRI, "[Reaching 3 Global Goals Means Major Change for Cities](#)").

De nombreuses études placent ainsi les villes au cœur de la stratégie de réduction des émissions de GES des pays et les Contributions Déterminées Nationales (CDN). Les conclusions des études rassemblées dans le rapport "[Climate Emergency, Urban Opportunity](#)" (Coalition for Urban Transitions, 2019) défendent l'idée que les solutions technologiques et organisationnelles déjà disponibles pourraient déjà permettre la réduction de 90 % des émissions de GES tout en satisfaisant les besoins socio-économiques des populations (accès aux services essentiels, emplois etc.). Si le rapport s'attache davantage à démontrer ces opportunités économiques sociales et environnementales de ces solutions d'ici 2050 (34 milliards USD), il rappelle qu'actuellement seuls 2 pays sur 5 ont une stratégie nationale pour les villes et seuls 7 pays ont à la fois une Politique Nationale Urbaine et une CDN qui inclut les actions d'atténuation dans les villes.

Plutôt que de "réduire l'écart", la capacité des gouvernements locaux à mettre en œuvre un développement bas-carbone et résilient doit être intégrée dans une gouvernance climat multi-niveaux ([H. Fuhr, T. Hickmann, K. Kern](#), 2018). Cela signifie concrètement intégrer leur processus de planification climat à ceux des niveaux "supérieurs" du gouvernement, et fournir de la part des autorités nationales et intermédiaires un soutien politique, technique et financier concret aux gouvernements locaux.

Toutefois, l'action climat locale peut être entravée par des positions internes incohérentes ou par des acteurs locaux. Les ONG rappellent que « *trop souvent, nous avons vu des villes déclarer une situation d'urgence, puis appliquer des politiques qui détruisent le climat, telles que l'expansion des aéroports* » ([SmartCities World](#), 2019). Des acteurs peuvent aussi s'opposer aux efforts de la ville, tels que l'Association canadienne des sacs en plastique, qui a récemment remporté une victoire à Victoria (BC), après que la Cour d'appel de la province eut statué à l'unanimité qu'un règlement local n'était pas du ressort des municipalités ([Energy Mix](#), 2019). Ces exemples montrent l'importance du dialogue entre les gouvernements locaux, les acteurs privés et la société civile. Ils démontrent également la nécessité de politiques fédérales ou nationales favorisant les actions des villes et des régions. Les partenariats peuvent se contenter d'aligner leurs objectifs ou être plus proactifs, comme le Business Council on Climate Change (BC3) de la région de la baie de San Francisco, créé il y a 10 ans pour permettre aux entreprises de dialoguer avec la ville ([Greenbiz](#), 2019).

Enfin, les seuls chiffres globaux des réalisations des villes et des régions confirment la dynamique mondiale au-delà des régions occidentales, mais ils ne rendent pas suffisamment compte de la diversité des actions en faveur du climat entreprises dans des régions sous-représentées, ou lorsque celles-ci ne sont pas formellement institutionnalisées. L'Édition 2019 du *"Global Climate Action from Cities, Regions and Businesses"* dénombre 6 000 villes et régions qui ont pris des engagements quantifiables de réduction des émissions de GES, dans neuf pays à fortes émissions, ainsi que dans l'UE. L'objectif moyen fixé est de 27 % de réduction, *"reflétant la nature court-termiste (2020) de la plupart des cibles"*. Au-delà des objectifs, le suivi de leurs réalisations globales reste un défi et le rapport a préféré évaluer les initiatives de coopération internationales (ICI) et leurs performances en termes de production: sur 190 initiatives, 170 sont considérées comme «actives» à la mi-2019, dans lesquelles des activités infranationales sont mises en œuvre. Les gouvernements et les entreprises représentent la majorité des participants, avec près de 40 % des membres des ICI. Très peu de ICI incluent beaucoup d'acteurs et le nombre médian d'acteurs participants s'établissant à 39.

L'Observatoire Climate Chance à travers son « Cahier Territoire » 2019, propose pour cela des analyses complémentaires et qualitatives de villes et de régions qui mettent en cohérence leurs politiques publiques en vue d'atteindre leurs objectifs climat (atténuation ou adaptation), et par là même stimulent l'économie locale et propose des solutions adaptées aux habitants.

Grands enseignements du "Cahier Territoire"

1° Peu de nouveaux résultats agrégés en termes de baisse des émissions sont disponibles à l'échelle des initiatives et réseaux de collectivités.

Dans le cadre de la Convention des maires en Europe, 300 nouveaux plans de suivi des résultats ont été rendus en 2019 par les villes européennes, atteignant un total de 2 850. Ces plans permettent le suivi de la mise en œuvre des plans climat remis par les signataires de la Convention, toutefois, l'agrégation de ces nouvelles données n'est pas encore disponible.

Les 124 régions ayant reporté leurs données auprès du CDP entre 2015 et 2019 dans le cadre de l'initiative Under2 Coalition attestent d'une réduction moyenne de 14,2 % des émissions de GES, de +3500 initiatives mises en œuvre et représentent 670 millions d'habitants. Plusieurs régions dans le monde affichent des résultats supérieurs : l'État de Mexico - 22 %; South Australia - 20 %; ou Attica - 25 %.

Quant aux villes, les données du CDP permettent d'apprécier l'évolution de leurs émissions au cas par cas. Nous avons identifié 10 trajectoires encourageantes de villes grâce aux 4 dernières années de

reporting : Stockholm - 30 %; Londres -23 %; Madrid -10 %; Cape Town - 7% etc.

Enfin, 4 nouvelles villes du réseau C40 ont démontré avoir atteint leur pic d'émissions en fournissant les données nécessaires pour établir une baisse continue sur 10 ans. Parallèlement, le C40 a calculé que la consommation de 79 villes de son réseau s'élevait à 3,5 GtCO₂e, soit 60 % de plus que les émissions territoriales (2,2 GtCO₂e), signifiant que les deux tiers de leurs émissions sont dus aux importations.

2° Le rythme d'adhésion des villes aux initiatives mondiales ralentit mais l'engagement s'étend à tous les continents et via des outils et des cadres d'action variés.

Le lancement de nombreuses Conventions régionales n'a pas permis d'atteindre un rythme d'adhésion similaire à ceux observés lors du lancement de la Convention européenne. Néanmoins l'initiative progresse sur tous les continents, avec 1 411 villes signataires (600 millions d'habitants) en dehors des villes de l'UE et d'Europe occidentale, dont 172 villes d'Afrique Sub-Saharienne (112 millions d'habitants).

Le constat est similaire du côté des régions : le rythme de nouvelles régions rejoignant la Under2 Coalition et la

RegionsAdapt, reportant leurs émissions ralentit (+4 en 2019, contre 10 en 2018 et près de 50 en 2017) mais progresse en Amérique Latine et en Afrique. Quant au RegionsAdapt, l'initiative compte un nouveau membre en 2018.

Le dynamisme des villes et régions en Amérique latine est particulièrement notable. 343 villes (298 millions d'habitants) se sont engagées dans la Convention mondiale des maires, et ont remis 60 inventaires supplémentaires en 2018. Les régions d'Amérique latine ont publié 12 nouveaux inventaires en 2018, ce qui en fait le continent le plus dynamique.

3° Dans certains pays, le manque de contributions à ces initiatives cache une activité intense.

L'adhésion aux initiatives internationales ne rend pas compte de l'activité des villes et régions dans les pays, soumis à des obligations nationales, ou bénéficiant d'outils et de mécanismes nationaux propres. Par exemple sur les 1 700 collectivités des Philippines tenues par la législation nationale de formuler un plan d'action local, plus de 1 000 d'entre elles ont rempli leur obligation désormais, mais peu d'entre elles reportent sur les plateformes internationales. De même, en Corée, en 2015, déjà 210 villes sur 240 avaient remis leur Local Agenda 21 for Sustainable Development, exigé par la loi depuis 2008. Dans beaucoup de ces pays, les initiatives internationales de villes, viennent alors renforcer les acteurs et leurs outils établis à l'échelle nationale, via des ateliers ou la diffusion de bonnes pratiques.

4° Une importance croissante est accordée à l'adaptation dans les politiques climatiques et le processus de reporting des gouvernements locaux.

Du côté des régions, l'initiative RegionsAdapt compte désormais 71 membres. En 2018, 38 ont reporté leurs données sur les risques et vulnérabilités face aux changements climatiques mais aussi 165 actions d'adaptation, pour la plupart sur le suivi des risques, la sensibilisation et la planification. La moitié d'entre eux disposent désormais d'un plan d'adaptation.

Du côté des villes, les signataires des différentes Conventions des maires ont reporté au total 238 plans d'adaptation depuis leur lancement, dont la plus grande part proviennent d'Amérique du Nord (31). L'analyse en 2018 d'ICLEI sur les plus de +1

000 villes présentes sur le carbonn Climate Registry illustre l'état d'avancement des villes dans la mise en œuvre de stratégies d'adaptation : seulement 21 % des collectivités ont entamé un processus de formulation d'une stratégie et 9 % ont atteint le stade de la mise en œuvre. 70 % des actions d'adaptation sont financées par les fonds propres des collectivités, illustrant le potentiel d'action supplémentaires qui pourraient être en mises en œuvre grâce à davantage de fonds extérieurs.

Pour une analyse approfondie des actions d'adaptation mises en œuvre par les collectivités, parcourez le "Cahier Adaptation" qui dresse un Bilan 2019 des actions d'adaptation.

5° De nombreux rapports publiés en 2019 cherchent à valoriser la création d'emploi et les impacts socio-économiques.

Ces études soulignent l'importance des co-bénéfices socio-économiques et sanitaires des actions afin de montrer que ces gains sont bien supérieurs au coût supplémentaire des solutions bas-carbone. Certains tentent même de quantifier ces gains : [Climate Opportunity: More Jobs, Better Health](#) évalue que la rénovation des bâtiments, les réseaux de bus et les réseaux de chaleur et de froid, peuvent à eux trois, réduire considérablement les émissions carbonées (1 242 MtCO₂), créer 13,7 millions d'emplois, et éviter plus de 300 000 morts prématurées dues à la pollution.

D'autres exemples montrent également que les actions climat et développement peuvent se renforcer



mutuellement. "[Driving Climate Action: State](#)

Leadership in India" concluent que les 10 Etats fédérés indiens les plus performants en termes d'action climat (émissions par personnes, taux de renouvelables, couvert forestier) sont aussi ceux qui affichent les meilleurs indicateurs socio-économiques (revenus par habitants, accès aux services essentiels).

6° 13 nouveaux cas d'étude de villes et régions (Section 2) viennent illustrer comment l'alignement des politiques publiques locales à des fins de mises en oeuvre des objectifs d'adaptation et d'atténuation. permet des résultats significatifs en termes d'émissions de GES, de consommation d'énergie mais aussi de couvert forestier, de report modal, ou de capacité à collaborer avec les acteurs du territoire et les citoyens.

7° Analyser les actions climat aux regards des Objectifs du Développement Durable (Section 3 « Tour du monde en 80 initiatives »). Le *Report of the Secretary-General on SDG Progress 2019* notait déjà

que « de nombreux gouvernements locaux ont pris l'initiative de mettre en oeuvre les ODD systématiquement, allant dans certains cas plus loin que les gouvernements nationaux ». C'est pourquoi l'Observatoire a entrepris de relier sa sélection de 80 initiatives climat menées par des gouvernements locaux, aux Objectifs du Développement Durable (ODD) auxquelles elles répondent, afin de faire un pont entre l'action climat et les problématiques de développement socio-économique. L'objectif est toujours d'illustrer de cas concrets l'action des collectivités territoriales et de dégager des tendances internationales parmi les instruments et politiques publiques mis en place par les villes et régions du monde.

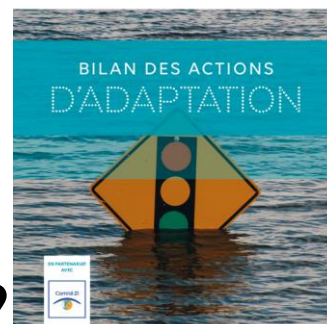
Un « Tour du Monde » en 80 initiatives à travers 10 cartes et 10 thématiques : **planification urbaine, production d'énergie, déchets et économie circulaire, bâtiment, forêt, agriculture et alimentation, mobilité, éducation, coopération décentralisée, adaptation.**



Cahier Adaptation – Bilan des actions d'adaptation



OMACNE



Tendances mondiales et contexte 2019

2019, année climatique record, nous laisse avec une certitude : nos sociétés sont d'ores-et-déjà confrontées à une altération des conditions climatiques suffisamment profonde pour que nous soyons contraints d'y adapter nos systèmes socio-économiques à moyen ou long-terme. Ce mois de juillet fut le mois le plus chaud jamais enregistré dans le monde depuis l'existence des relevés météorologiques. À l'heure où nous écrivons ces lignes, le programme européen Copernicus annonce avoir observé le mois d'octobre le plus chaud que la planète ait connu, 1,2°C au-dessus des températures préindustrielles ([Copernicus](#), 2019). Publié à l'occasion du Sommet Action Climat de New-York, le dernier rapport de l'Organisation Météorologique Mondiale fait état d'une augmentation de 1,1°C de la température moyenne mondiale entre 2015 et 2019 par rapport aux moyennes relevées entre 1850 et 1900 ([OMM](#), 2019). Mois après mois, année après année, les relevés climatiques se succèdent et font tomber des records.

L'actualité nous confirme s'il en était encore besoin la matérialité de ces changements. Ce qui frappe d'abord, c'est l'accélération de l'occurrence d'événements climatiques extrêmes. Si leur existence isolée ne saurait être seule imputée aux changements climatiques, leur fréquence de plus en plus rapprochée confirme les prévisions : de tels événements sont en passe de devenir la norme. En Californie, un an après l'incendie historique de Camp Fire, la région est de nouveau en proie à quatorze feux simultanés, contraignant à l'évacuation plus de 180 000 personnes en quarante-huit heures, coupant l'électricité près de 2 millions de personnes et détruisant de nombreux hectares de terres et de bâtiments. Historiquement localisés dans le Sud de la Californie, ces incendies menacent désormais tout l'État. Au nord de l'Inde, dans la région de Kerala, des inondations ont provoqué 140 morts cet été, alors que la région avait déjà connu des précipitations jusqu'à 164 % supérieur à la normale en août 2018 ([ReliefWeb](#), 30/09/2018). Au Mozambique, la ville de Beira a été rasée par le cyclone Idai au printemps dernier, et ce sont plus de 146 000 personnes qui ont dû être déplacées ([OCHA](#), Mai 2019). Au total, au cours du premier semestre 2019, 7 millions de personnes avaient été déplacées pour cause de phénomènes météorologiques extrêmes, selon les calculs de l'International Displacement Monitoring Centre : un nouveau record ([IDMC](#), Septembre 2019). 62 millions de personnes avaient été impactées par de tels événements en 2018 ([OMM](#), Mars 2019).

Outre les pertes humaines et les dégâts matériels causés par ces événements spectaculaires, **on a pu également observer cette année l'impact de fond du changement climatique sur les systèmes socio-économiques.** Les rendements et la soutenabilité agricoles sont particulièrement vulnérables. En Europe, la production de vin a chuté de 15 % entre 2018 et 2019. En cause, « des conditions météorologiques aléatoires » selon l'Organisation Internationale de la Vigne et du Vin, qui compliquent les anticipations des vignerons ([Novethic](#), 01/11/2019). Idem en Amérique centrale, où l'instabilité des conditions climatiques qui sévit depuis deux ans dans le « corridor sec » couvrant le Salvador, le Guatemala, le Honduras et le Nicaragua, ont fait perdre leurs récoltes à près de 2 millions d'agriculteurs, contraints de vendre leur terre, leur bétail et prendre la route de l'exode ([Relief Web](#), 2019 ; [The Conversation](#), 2019). L'imprévisibilité de la météo projette de l'incertitude sur les activités locales qui dépendent directement des variabilités saisonnières.

Cette énumération, non-exhaustive, est porteuse de deux principaux enseignements. D'abord, elle nous rappelle que le changement climatique est universel : ses effets se font ressentir dans l'ensemble des régions du monde, et malgré un désintérêt persistant pour l'adaptation, même les pays développés a priori moins vulnérables devront s'y confronter et y répondre. Ensuite, les effets du changement climatique sont discriminants à l'encontre des populations les plus vulnérables.

Enfin, la diversité des manifestations du changement climatique observée cette année et de leurs impacts sur les sociétés humaines plaide en faveur d'une territorialisation des stratégies d'adaptation. La mise en cohérence des politiques publiques avec les objectifs de l'adaptation est indispensable pour préparer les milieux de vie et les secteurs économiques aux mutations déjà en cours. Un effort de planification doit donc être mené aux échelles nationales et infranationales, en concertation avec les acteurs de l'économie, pour organiser l'adaptation des systèmes socio-économiques à moyen et long terme. **Quelques pays se sont illustrés cette année par leurs efforts de planification : le Portugal a présenté son premier plan national d'adaptation, la France a renouvelé le sien, les Kiribati ont publié une mise à jour du leur et l'Uruguay a lancé un plan d'adaptation spécifique au secteur agricole (NAP-Agro).**

Malgré tout, comme l'a souligné en France le rapport de la délégation à la prospective du Sénat, les politiques d'adaptation « *souffrent d'un déficit persistant de reconnaissance et de légitimité* » ([Sénat de la République française](#), 2019). Pourtant, nombreux sont les bénéfices à tirer d'une mise en œuvre conjointe des stratégies d'atténuation et d'adaptation. **Le premier rapport de la Global Commission on Adaptation s'est essayé à évaluer les ratio coût-bénéfice de différents types d'action d'adaptation**, en comparaison avec les coûts d'une non-adaptation. Résultat : 1 USD investi dans l'adaptation est susceptible de générer 2 à 10 USD de retombée économique nette ([GCA](#), 2019). La Commission en appelle donc à une triple révolution de compréhension, de planification et de financement pour relancer l'investissement politique dans l'adaptation. À l'occasion de la présentation du rapport lors du Sommet Action Climat, 75 gouvernements nationaux, banques multilatérales, acteurs de la société civile et du secteur privé se sont engagés autour de huit pistes d'action (*action tracks*) assorties d'objectifs précis : finance et investissement, agriculture et sécurité alimentaire, solutions fondées sur la nature, eau, ville, localisation de l'action, infrastructures et préventions des désastres.

Dans ce contexte, ce Cahier Adaptation coédité par l'Observatoire Climate Chance et le Comité 21 propose d'apprécier l'étendue de la diffusion d'une culture de l'adaptation parmi les acteurs non-étatiques. Puisque l'adaptation doit être locale, il est nécessaire de comprendre les grandes tendances de fond qui animent sa communauté de pratique, mais aussi d'observer dans quelle mesure l'adaptation parvient à s'intégrer aux choix politiques, sociaux ou économiques quotidiens des acteurs dans leur ensemble. Revue des grands enseignements de ce Cahier à cet égard :



Grands enseignements du "Cahier Adaptation"

- **Peu appuyée à Katowice, l'adaptation ne bénéficie toujours pas d'une l'attention égale à l'atténuation qui lui était promise depuis Cancún.**

La création de la Global Commission on Adaptation début 2019 et la publication de son premier rapport en septembre marquent une volonté de relancer l'investissement politique et financier dans l'adaptation parmi les instances de gouvernance internationales.

- **Alors que les coûts de l'adaptation pour les PED augmentent constamment, la communauté internationale tarde à honorer ses engagements financiers :** 463 M USD pour le climat en 2016, dont seulement 22 milliards USD pour l'adaptation (= 4,75 %, Climate Policy Initiative, 2017), bien loin des engagements de 100 milliards/an promis par les pays développés. Pourtant selon la Global Commission on Adaptation, le ratio coût-avantage d'un investissement d'adaptation peut aller de 2 :1 à 10 :1.

- **Toutes les études sur la finance climat font pourtant état d'une augmentation des financements bilatéraux et multilatéraux alloués à l'adaptation depuis 2016.** L'Asie du Sud-Est est le premier continent bénéficiaire. En particulier, les flux Nord-Sud bénéficient de l'augmentation globale des financements climat vers les PED. Néanmoins, ces sommes demeurent plafonnées à de maigres volumes absolus et, en proportion de ce que reçoit l'atténuation, sont loin de marquer un changement d'échelle du financement de l'adaptation. Des institutions bilatérales, comme le UKAid, ou multilatérales, comme le Fond Vert, poursuivent toujours un objectif 50% de financements pour l'adaptation.

- Le développement des marchés et garanties d'actifs verts doit permettre de réorienter les investissements privés au bénéfice de l'adaptation, notamment des pays les moins avancés (PMA), tout en réduisant l'exposition du secteur financiers aux risques physiques auxquels leurs actifs sont exposés.

- **Dans un contexte de multiplication des fonds dédiés à l'adaptation et de frilosité des investisseurs privés à l'égard des risques-pays**

élevés, la clarification des critères et la consolidation des outils de suivi peut faciliter le financement de l'adaptation des PMA. Car en l'absence de métrique commune et de méthodologie standard pour évaluer les projets d'adaptation, difficile d'apprécier l'impact des mesures et de suivre les investissements. L'AFD, la Banque Mondiale ou encore le Citepa se sont essayés récemment à développer des instruments à vocation universelle adaptables aux contextes locaux.

- **Acteurs clés de la résilience des territoires, de plus en plus de villes se déclarent engagées dans une démarche d'adaptation auprès des réseaux et initiatives climat internationaux.** Cependant l'ensemble des études académiques produites depuis 2018 sur l'engagement des villes en adaptation révèlent une moindre attention pour l'adaptation dans les agendas politiques locaux en comparaison aux actions d'atténuation. En l'absence de cadres réglementaires contraignants (imposant par exemple un plan local d'adaptation), la prise d'action volontaire est encore très limitée.

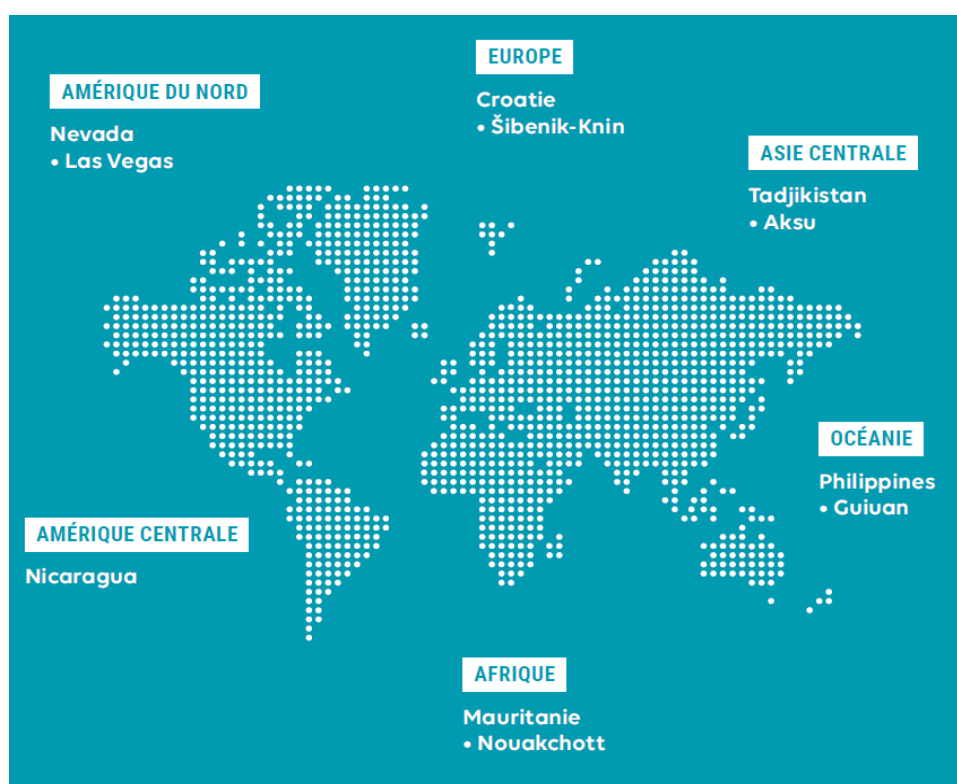
- **Les reporting d'action des collectivités présentent des asymétries continentales en trompe-l'œil.** Si les collectivités européennes et nord-américaines sont les plus promptes à communiquer sur leurs démarches de planification et leurs actions, de nombreuses « adaptations silencieuses » ailleurs dans le monde échappent aux données agrégées. Non répertoriées comme telles, ces actions peinent à accéder au financement. Les collectivités d'Amérique latine se sont montrées très actives dans leur reporting d'adaptation ces dernières années.

- **Sur le plan de l'action, les villes ont encore du mal à dépasser la phase de diagnostic et à entrer en planification et en mise en œuvre opérationnelle.** Les politiques mises en œuvre par les collectivités ont tendance à se polariser sur des risques visibles (notamment ceux liés à l'eau), avec une préférence pour des mesures d'adaptation « grises » bien identifiées, et se concentrent en milieux urbains.

- L'adaptation locale d'acteurs économiques produit des co-bénéfices directs pour l'atténuation globale du secteur. C'est le cas dans l'agroalimentaire, l'industrie touristique ou la production électrique : réduction de la demande et réorganisation de l'offre (moins d'élevage, plus de proximité, décarbonation de l'électricité, etc.) participent d'un même mouvement de réorientation holistique des marchés.

- L'éventail de stratégies d'adaptation de certains secteurs ou services ne va pas sans poser quelques questions éthico-politiques : l'usage d'OGM dans l'agroalimentaire, de substituts artificiels à des ressources naturelles (pelouses synthétiques, neige artificielle, etc.), ou même la construction de digues sur des côtes fragilisées... confirment que l'adaptation d'un territoire est une affaire de choix stratégiques et nécessite une gouvernance ouverte à l'ensemble des parties prenantes.

Un cas d'étude « adaptation » par continent :



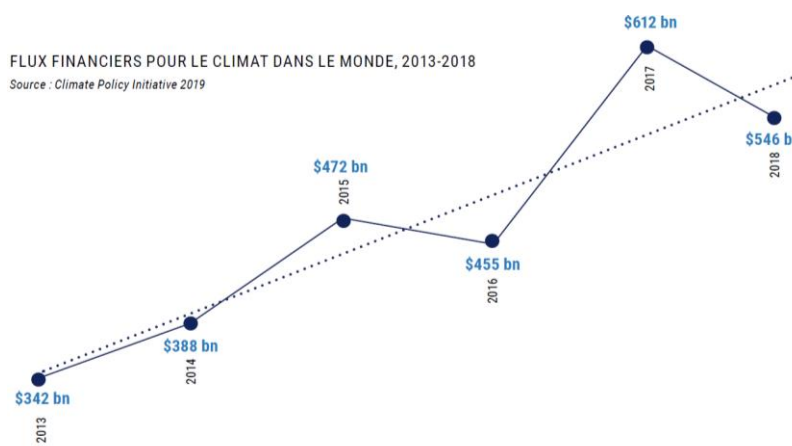


Cahier Finance – Bilan de l'action climat des acteurs de la finance



Le bilan Climate Chance de 2018 sur le secteur financier faisait un recensement complet des leviers d'action pour le climat des acteurs, métier par métier, et évaluait l'ampleur de la mobilisation du secteur par rapport aux besoins de financement. Cette analyse et ces résultats restent largement pertinents en 2019. L'évolution quantitative des financements depuis cette publication est soit faible, soit manquante. Cette édition 2019 a donc pour but de décrire les initiatives prises cette année et de rappeler les ordres de grandeur les plus récents.

FLUX FINANCIERS POUR LE CLIMAT DANS LE MONDE, 2013-2018
Source : Climate Policy Initiative 2019



1 Climate Chance Observatoire 2018 de l'action climatique : https://www.climate-chance.org/wp-content/uploads/2018/12/cahier_3_fr_climatechance_finance4tomorrow_implication-des-acteurs-de-la-finance.pdf
2 Climate Policy Initiative 2019 : <https://climatepolicyinitiative.org/wp-content/uploads/2019/11/GLCF-2019.pdf>

Grands enseignements 2019

Suivant l'exemple des banques publiques de développement quelques investisseurs et banques privées, le plus souvent réunis en coalitions, se sont engagés, depuis la fin 2018, à mettre en place des stratégies d'alignement de leurs activités sur les objectifs de l'accord de Paris. Les méthodes pour mettre en oeuvre ces démarches de long terme en sont à leurs prémices.

Le financement de la transition du secteur énergétique reste insuffisant les investissements devraient doubler dans les énergies renouvelables pour être conformes à l'accord de Paris. Les financements bancaires aux énergies fossiles ne déclinent

pas, sauf pour le charbon envers lequel le désinvestissement s'étend. La pression des investisseurs commence à pousser les secteurs très émetteurs, notamment le secteur Pétrole et gaz, à prendre mieux en compte les enjeux climatiques dans leurs stratégies.

L'offre de produits financiers verts, tels que les obligations, les fonds d'investissements ou les prêts continue de croître, mais reste encore faiblement accessible aux épargnants individuels.

Sur le terrain des politiques financières l'Union européenne a progressé dans la

déclinaison de son plan d'action pour une finance durable qui devrait notamment voir l'adoption d'une taxonomie des actifs verts. Un nombre croissant d'autorités de supervision du secteur financier mène des travaux d'intégration des risques climat dans leurs travaux.

Les financements Nord/Sud pour le climat ont atteint 71,2 milliards de dollars en 2017,

contre 58,6 en 2016. La 1ère campagne de refinancement du Fonds vert pour le Climat, lancée en 2019 a obtenu 9,8 milliards de dollars de nouvelles promesses de contributions pour les quatre ans à venir, provenant de 27 pays. La Chine a entamé en 2019 un processus de verdissement de son programme international « Routes de la soie».

Bilan 2019 de l'action climat non-étatique, réalisé avec le soutien de :

